



ÉLECTIONS DÉPARTEMENTALES

ÉDITO

Les résultats du second tour des départementales - plus encore que ceux du premier - sont l'expression d'un rejet de la politique conduite par le tandem Hollande-Valls et tous ceux qui les soutiennent peu ou prou, incapables de développer une alternative crédible.

En d'autres temps, un de Gaulle aurait dit : « Je vous ai compris » ou serait parti. Mais non. Ces gens là, au mépris de la réalité, persistent, déclarent « continuons, nous sommes sur la bonne voie » alors que le chômage s'envole, le pouvoir d'achat s'étiole, les déficits s'accroissent, la dette augmente.

Ils ont déçu au point de faire en sorte qu'une très large majorité des votes protestataires qui s'étaient au premier tour tournés vers le Front National ont conforté la victoire de la droite au second. Droite qui trouve, oh paradoxe !, que la gauche n'en fait pas assez en matière d'austérité et de flexibilité de l'emploi.

Qu'on se rassure, la vague bleue, installée dans les assemblées départementales, ne pourra faire pire que ses prédécesseurs. Elle répartira les miettes, se voulant rassurante dans la perspective des présidentielles de 2017, répétant à l'envie comme les autres : « demain, nous raserons gratis », la suite est connue.

La majorité villiéraine continuera de gérer les affaires de la cité dans le plus grande discrétion, sans jamais que les problèmes de fond ne soient abordés publiquement. A un point tel que l'ex-futur centre de santé s'est estompé en arrière plan d'une opération immobilière. Pourtant il y avait beaucoup à dire sur les dérives de notre système de santé.

Après un débat d'orientation budgétaire tronqué, où la minorité n'a pas brillé par la pertinence de ses interventions, l'adoption des différents budgets a été reportée.

Cette année, et les suivantes également, la commune ne pourra dégager

un excédent pour investissement qu'en raclant

les fonds de tiroir malgré un nouveau resserrement des crédits destinés à l'entretien du patrimoine et au fonctionnement des services municipaux, y compris pour les activités péri pré et post scolaires dont les tarifs ont été augmentés de 2,5 % en décembre, en attendant la hausse des Impôts locaux qui ne saurait tarder...

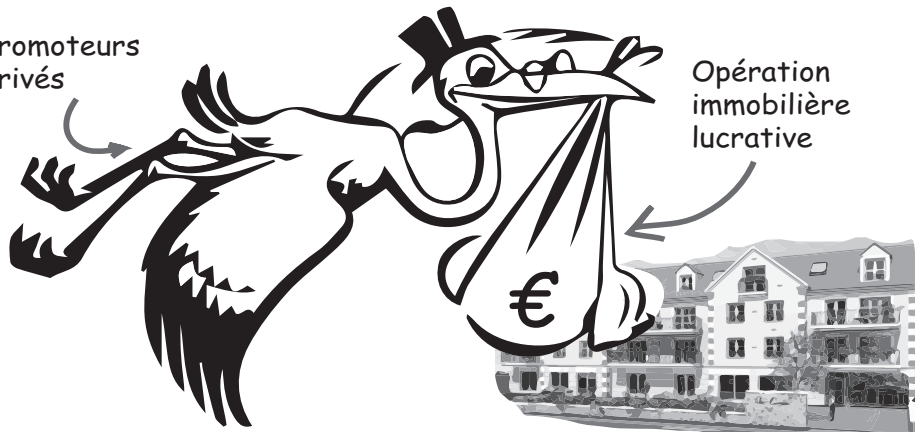
Mieux valait n'en pas parler avant les départementales. C'est cela l'austérité que les élus de l'opposition comme de la majorité ont toujours refusé de dénoncer.

Le peuple de gauche toujours présent, mais assoupi, celui de droite, lui aussi des promesses jamais tenues, ne vont pas tarder à s'éveiller pour rejoindre le camp des contestataires du système. Nous les invitons à venir nous y rejoindre. ■

Jack Freychet (ACPV)

CENTRE DE SANTÉ

promoteurs
privés



Opération
immobilière
lucrative

NAISSANCE MULTIPLE DE 24 APPARTEMENTS ACCOUCHEMENT SANS LA PRÉSENCE D'UN SEUL MÉDECIN !

La mairie et la société Tradi-Art, les heureux parents, déclarent : « nous avons préféré garder le secret jusqu'à la dernière minute pour vous faire la surprise. »

Après une gestion en catimini du dossier par le noyau dur à la Mairie, noyau qui n'a, comme à son habitude, rien partagé de son pouvoir de décision, ni des informations qu'à minima, les Villiérains auraient été en droit de recevoir, la réunion publique organisée une fois que tout était irréversible, à 3 ou 4 jours du dépôt du permis de construire, a pris de court les quelques

personnes qui s'y sont rendues pour autre chose que pour postuler à l'achat d'un appartement en avant première.

La messe étant dite, que reste-t-il à faire sinon dénoncer ces méthodes ploutocratiques qui n'ont rien à voir avec ce que devrait être un fonctionnement démocratique au niveau local ?

Ah si ! Il y reste quelque chose à faire :

**METTRE EN GARDE
LES FUTURS PROPRIÉTAIRES
À LA « VILLA EMMA »**

Voir notre article sur la société Tradi-Art

Article complet sur : acpvilliers.com

LE GRAND EVRY VERSUS LE GRAND VAL D'ORGE UN CAS D'ÉCOLE DE DÉNIS DE DÉMOCRATIE

Sous nos yeux, en un peu plus d'un an, nous avons été aux premières loges pour suivre le déroulé complet d'une imposture démocratique.

Cela commence avec une suite de lois iniques, complexes, volontairement illisibles, votées par le parlement dans le cadre de la réforme de la territorialité. Selon l'esprit de notre constitution, ce sujet essentiel aurait dû nécessiter l'approbation du peuple, le peuple n'a même pas eu droit au moindre débat.

Ainsi la loi Maptam de janvier 2014 permet d'imposer une restructuration des agglomérations. Sans consultation des citoyens, sans votes, juste le bon vouloir de l'état et d'élus soumis et complices.

Article complet sur : acpvilliers.com
Philippe Moreau (ACPV)

Venez lire et commentez les
articles sur notre site Internet :
www.acpvilliers.com

CITOYENNETÉ : LES VILLIÉRAINS EXCLUS DES PRISES DE DÉCISIONS ?

Mme Duranton, invitée par Mme Leroux, sa suppléante, à l'occasion de la campagne des départementales (voir sur notre site, l'article « Mme Duranton n'est pas un chapeau à plumes »), en réponse à nos questions sur la mise à l'écart généralisée des citoyens de tous les processus de prise de décisions, avait botté en touche et s'était contentée de critiquer les récentes initiatives prises à Morsang.

Nous avons recueilli le point de vue contradictoire de M. François Salamone (Directeur de cabinet à Morsang). Il a évoqué une initiative pour l'élaboration du PLU (Plan Local d'Urbanisme), habituellement déléguée à des bureaux d'études et validée par les élus. À l'inverse, ce sont les habitants qui ont commencé par l'organisation de 'promenades de quartier' pour collecter un maximum d'informations de type 'j'aime/j'aime pas' (notes, photos, vidéos...) réunies en un document final de 200 pages.

QUI PAYE SES DETTES S'ENRICHIT

Qui paye ses dettes s'enrichit répètent les europhiles, oui mais bientôt la France sera en faillite. Mieux aurait valu ne pas livrer notre économie à l'appétit de la finance internationale qui aujourd'hui réclame le remboursement d'un capital qui n'a cessé de croître au rythme des dettes accumulées depuis l'obligation faite à la France en 1973 par la loi dite Rothschild, reprise ensuite par le traité de Maastricht, d'emprunter à des fonds privés plutôt qu'à la banque nationale. Les intérêts déjà versés équivalent, pratiquement, aux capitaux empruntés cumulés depuis l'origine.

Une monnaie unique comme l'euro, fixe par essence, pour tous les pays d'un périmètre donné, ne laisse comme variable d'ajustement, pour gagner en compétitivité prix, que la baisse des salaires retraites et pensions, de la protection sociale en général, l'accélération des cadences de travail, la flexibilité de l'emploi, la casse des services publics pour les remplacer par des petits boulots mal payés.

Il est patent que les pays disposant d'un appareil productif développé, où les salaires sont les plus faibles, le SMIC absent ou au rabais ne pourront être rattrapés en terme de compétitivité qu'au prix de sacrifices qui les laisseront les autres socialement exsangues. Comme disaient nos aïeux ça s'appelle jouer aux cons, c'est ce qu'a tenté de nous imposer la gauche, c'est

Ensuite s'est constitué le CLEPLU (Conseil Local d'Elaboration du PLU) ouvert à tous les habitants (80 personnes dont seulement 6 élus).

Une des principales décisions prises par ce conseil a été de faire en sorte de conserver Morsang sous la barre des 25000 habitants (aujourd'hui 21000) ce qui impose la limite des nouveaux logements à 110 par an.

En 6 ans, 8 forums de restitution publique ont permis aux habitants (de 150 et 300 personnes) de discuter des avancées du dossier et des décisions à prendre, jusqu'au choix final d'un bureau d'études nécessaire à la phase d'élaboration réglementaire.

Dans le même esprit, le 27 février dernier, un forum a réuni 200 personnes autour du débat d'orientation budgétaire (DOB). Les élus, les habitants et les employés municipaux ont pu confronter leur point de vue.

On voit bien 2 logiques politiques s'affronter : d'un côté, la volonté d'aller vite, de déléguer aux 'experts' avec le prix à payer en terme de perte de maîtrise et surtout de mise à l'écart des habitants. Et de l'autre, prendre le temps d'intégrer les habitants à une prise de décision essentielle pour leur cadre de vie sur le long terme.

Rappelons qu'à Villiers, notamment au cours des années 90s, ce type de débats publics sur le budget, la fiscalité et l'urbanisme existaient et qu'ils se tenaient AVANT les prises de décisions du Conseil Municipal. Aujourd'hui, l'opacité est totale, aucun réel effort de transparence n'est engagé pour encourager les Villiérains à participer à la vie de leur propre commune.

N'est-il pas légitime et urgent de demander le rétablissement de ce type d'initiatives citoyennes et démocratiques ? Il s'agit là d'un des objectifs de notre association ■ Philippe Moreau (ACPV)



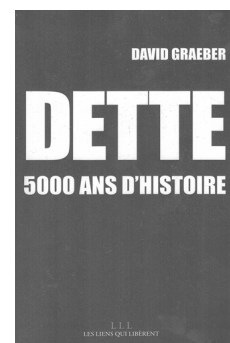
ce que propose d'accentuer la droite. Rien de changé de ce côté-là.

Que faire ? Résister, bien sûr !, mais le vécu nous montre que ça ne fait que ralentir l'échéance.

Nous sommes de plus en plus nombreux à être convaincus que la cause des maux dont nous souffrons, pardon de nos difficultés, étant identifiée, seul l'abandon de l'euro, le retour à une monnaie nationale, pour quoi pas le Franc, dévalué, pour regagner en compétitivité à l'international nous permettrait de retrouver le chemin de la croissance économique et sociale et de rééquilibrer nos échanges.

Jack Freychet (ACPV)

➔ Article complet sur : acpvilliers.com



Si vous pensez qu'à l'origine il y avait le troc, puis la monnaie et, plus tard encore, le crédit. Lisez ce livre pour comprendre pourquoi c'est exactement le contraire qui s'est produit et quelles conséquences cela peut avoir dans la société d'aujourd'hui. Comprendre, par exemple, que l'état et le marché ne s'opposent pas mais qu'ils collaborent pour leur survie réciproque. Comment les banques privées ont pris le contrôle absolu sur la monnaie...

➤ Dette, 5000 ans d'histoire